



## **AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE**

**du domaine public de Dracénie Provence Verdon agglomération  
pour l'activité de**

**WINE / FOOD TRUCK- BARGEMON- Col du Belhomme**

**Dracénie Provence Verdon agglomération, DPVa,**

Etablissement Public de coopération Intercommunale dont le siège social est à Draguignan (Var)  
Hôtel Communautaire – Square Mozart.

Enregistrée sous le numéro SIRET 248 300 493 00124.

Représentée par son Président, Monsieur Richard STRAMBIO, ayant tous pouvoirs à l'effet des  
présentes en vertu de l'article 143 de la délibération du 7 avril 2025 C\_2025\_035 et de la décision  
communautaire DJ\_2025\_ .

***Ci-après désignée par « le disposant».***

### **AUTORISE :**

**L'occupant :**

+++++

***Ci-après désigné par « l'occupant »***

## **Exposé :**

Dracénie Provence Verdon agglomération, au titre de sa compétence tourisme a aménagé un site remarquable : le Col du Bel Homme, sur la Commune de Bargemon.

Cet aménagement offre deux points de vue incontournables sur le Var associés à des éléments explicatifs sur le site et à deux contenus connectés de type table d'orientation virtuelle.

En effet, l'aménagement dudit site fait partie intégrante d'une politique de développement touristique en lien avec les domaines viticoles et lieux patrimoniaux longeant notamment l'itinéraire de la vigne à vélo, offrant ainsi un cadre adapté à ce type de tourisme.

Dracénie Provence Verdon agglomération souhaite à présent valoriser le site du Col du Belhomme et les produits du terroir de la Dracénie (vins, fromages, viandes, légumes...) en autorisation l'installation d'un Food Truck ou Wine Truck sur ce site.

La présente autorisation est :

- régie par les articles L2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques et est donc consentie à titre temporaire, précaire et révocable (L 2122-2 et L2122-3 du CG3P).

- délivrée exclusivement pour le stationnement d'un camion ambulant qui devra être installé sur le site du Col du Bel Homme, sis à BARGEMON.

La présente autorisation a pour objet de définir les modalités de mise à disposition d'emplacement sur le domaine public de DPVa au profit de l'occupant.

**Préalablement à la délivrance de la présente autorisation, l'occupant a déclaré aux termes d'une attestation en date du ++++ :**

**Affirmer** sous peine de résiliation de plein droit de la présente ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient, qu'il ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup d'une interdiction visée par l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 (n°2015-899) relative aux marchés publics,

**Déclarer :**

- Ne pas être en cessation de paiement, de redressement ou de liquidation judiciaire, sous procédure de sauvegarde des entreprises ;
- Qu'il n'est pas concerné par aucune demande en nullité ou dissolution ;
- Que les éléments énoncés concernant tels que : capital, siège, numéro d'immatriculation, dénomination, sont exacts.
- Disposer des attestations fiscales et sociales en cours de validité.

## I, DISPOSITIONS PRINCIPALES.

### Article 1. Désignation des biens mis à disposition – Objet de l'autorisation.

DPVa met à disposition de l'occupant le lieu suivant :

A **BARGEMON (VAR)**, Lieudit BEL HOMME. Sur une parcelle de terre en nature de landes, figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit	surface
A	533	BEL HOMME OU BLAGUE MEYANE	00ha 85a 42ca

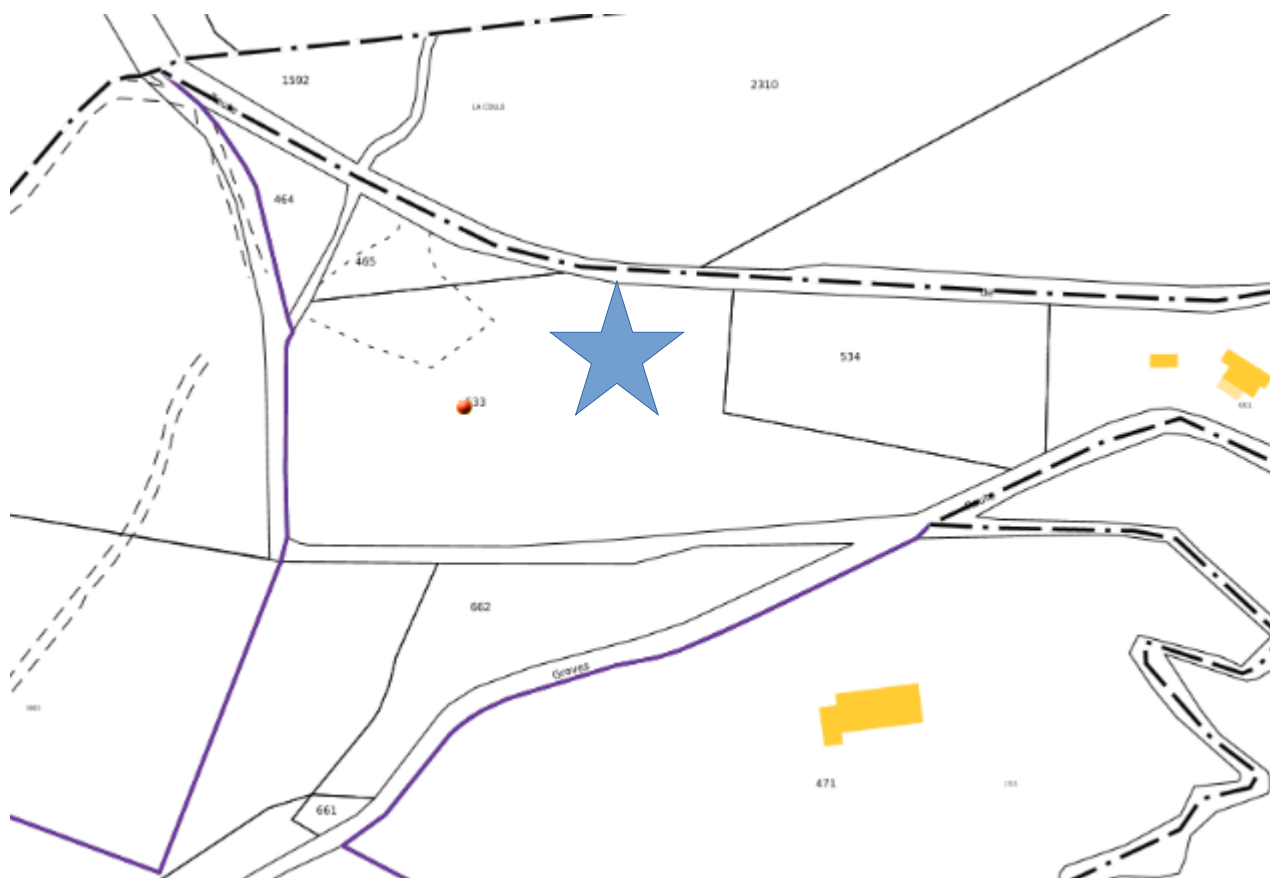
Total surface : 00 ha 85a 42 ca

Il est précisé que ces emplacements sont ouverts au public et libres d'accès.

Il est considéré que l'emprise au sol générée par l'activité mise en service par l'opérateur est de : 40 m<sup>2</sup> maximum.

***Un plan demeure, ci-joint.***

***L'emplacement du camion ambulant, sur le site, est matérialisé par une étoile bleue sur les plans ci-dessous :***





## Article 2. Durée de la mise à disposition

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de signature. Elle pourra être renouvelée par tacite reconduction pour deux (2) périodes successives d'un (1) an chacune, sauf dénonciation par l'une des parties dans les conditions prévues à l'article 6.

L'occupant s'engage à assurer obligatoirement une présence effective sur le site au cours de la période comprise entre les mois d'avril et d'octobre inclus, chaque année, pendant toute la durée de la convention conformément au paragraphe « engagement de fonctionnement »

Il est expressément précisé que l'occupant est également autorisé à occuper le site en dehors de cette période, sous réserve du respect des obligations contractuelles prévues aux présentes.

### **Engagement de fonctionnement**

L'occupant s'engage à assurer un minimum d'activité pendant la période d'autorisation, à raison de deux (2) à trois (3) manifestations ou événements par mois entre avril et octobre.

Un calendrier prévisionnel d'activité devra être établi et transmis en début de chaque saison à la Commune et à la Direction du Tourisme de DPVa, pour validation conjointe. Ce calendrier pourra être modifié en cas d'intempéries ou de circonstances exceptionnelles, sur accord des parties précitées.

## Article 3. Redevance.

Il est expressément convenu qu'en cas de réalisation d'au moins une manifestation durant le mois, la redevance mensuelle forfaitaire est fixée à cinquante euros (50 €). Elle sera intégralement exigible, sans possibilité de prorata.

## Article 4. Modalité de Paiement.

Par application de l'article L2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques, cette redevance est payable mensuellement à terme échu.

Si l'occupation ne dure pas une année complète (fin anticipée par l'une ou l'autre des parties) la redevance reste due, le titulaire ne peut pas se prévaloir d'un quelconque remboursement.

Dans le cas où le candidat retenu exploite plusieurs établissements, le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable de la société du titulaire devra certifier ou attester la comptabilité analytique de l'établissement faisant l'objet de l'autorisation d'occupation du domaine avec DPVa.

#### Article 5. Sous-location.

La sous-location est interdite.

La présente autorisation est consentie *intuitu personae*.

#### Article 6. Résiliation.

La résiliation peut être effective :

- Après le respect d'un préavis de un (1) mois, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie, sans autre formalité ni justification, par l'une ou l'autre des parties.
- Après demande de l'une ou de l'autre des parties en cas de destruction partielle ou de dégradations répétées, constatées sur les sites, à l'initiative de Dracénie Provence Verdon agglomération.
- Immédiatement, en cas de destruction totale des lieux.

Il est précisé que dans l'hypothèse où Dracénie Provence Verdon agglomération aurait à recouvrer en totalité cette partie de son domaine public pour des raisons inhérentes aux missions de service public que lui assignent les lois et règlements, les parties conviennent que Dracénie Provence Verdon agglomération sera tenue de respecter un préavis de trois (3) mois notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Quel que soit le motif de la résiliation, aucune indemnité ne sera due à l'une ou l'autre des parties.

## **I. CONDITIONS CHARGES ET OBLIGATIONS.**

#### Article 7. Conditions.

L'occupant :

- déclare connaître lesdits biens pour les avoir visités,
- prendra les biens dans l'état où ils se trouvent,
- s'engage à maintenir les biens en l'état pendant toute la durée de l'occupation et les rendre en bon état à l'expiration de la convention,
- s'engage à solliciter l'accord de DPVa pour tout aménagement des espaces mis à disposition,
- devra obligatoirement procéder en toute autonomie à la gestion de ses propres déchets et ceux de sa clientèle. Aussi, les poubelles et déchets issus de l'apéritif et de la dégustation devront obligatoirement être gérés par l'exploitant, qui n'est pas autorisé à les laisser sur place et devra procéder lui-même à leur tri et évacuation,

- devra proposer la vente à emporter mais aussi le service au verre de vin, de « softs bio » et bières locales, accompagnés de mets de saison (planches de charcuteries, fromages, sandwiches, grillages à la plancha, frites ...).

La structure devra être autonome en électricité (groupe électrogène) et en matériel.

Le cas échéant, l'occupant pourra solliciter éventuellement la mise à disposition de matériel (tables, chaises) par la Commune ; Dans ce cas, la gestion se fera en dehors de DPVa et en lien direct avec la Commune.

Il est ici précisé que l'activité ne devra avoir aucun ancrage au sol.

#### Article 8. Entretien - Réparation - Dommages.

L'occupant s'engage notamment à :

- Prendre en charge le nettoyage et l'entretien des abords immédiats du site du fait de son activité. Pour certaines occasions spécifiques, du matériel type poubelles de tri pourra être mis à disposition sur demande préalable, auprès de DPVa ou de la commune de Bargemon.
- Occuper les lieux de façon paisible et raisonnable ;

Tous les travaux, y compris ceux rendus nécessaires pour la réparation de dommages ou de dégradations, devront faire l'objet d'une concertation préalable entre l'occupant et DPVa avec obtention de l'aval de cette dernière préalablement à tous travaux.

L'occupant est seul responsable des accidents et dommages pouvant être occasionnés aux personnes et aux biens du fait de l'exploitation de son activité. La responsabilité de DPVa ne saurait être recherchée pour les accidents ou dommages susceptibles de survenir aux personnes ou aux biens, du fait de la négligence de l'occupant.

#### Article 9. Enseigne – Logos - support publicitaire.

Sauf autorisation écrite de DPVa, le titulaire ne pourra utiliser l'image de marque de la Communauté d'Agglomération (logo, visuels,...).

L'occupant ne pourra procéder à aucune communication, information ou/et publicité sur tout ou partie des éléments dépendant du domaine public ou privé de l'agglomération sans l'accord préalable et écrit de DPVa.

La publicité autorisée ne doit pas enfreindre les règles de sécurité en matière de circulation vis-à-vis des usagers de l'espace public et de la voirie.

Il est rappelé que dans tous les cas la publicité ne pourra être autorisée que dans les conditions prévues à l'article L 581-2 du code de l'environnement et les règlements locaux de publicités pris par les communes dont dépendent les sites.



Article 10. Fermeture- non accessibilité pour Travaux.

DPVa se réserve le droit d'effectuer dans les lieux ou aux abords tous travaux qu'elle jugerait nécessaires, sans que l'occupant ne puisse exiger d'indemnité de quelle que nature que ce soit durant lesdits travaux et même si ces derniers entraînaient la fermeture provisoire des locaux.

DPVa devra informer l'occupant par tous moyens de ces travaux et dans les meilleurs délais afin qu'il puisse prendre ses dispositions.

Article 11. Assurance.

L'occupant souscrira toutes les assurances nécessaires à l'organisation de son activité et devra produire la copie des contrats d'assurance couvrant la totalité des droits conférés par la présente autorisation.

Les copies des contrats seront exigées par DPVa avant le début de la mise en service de l'activité. Elles devront être produites annuellement.

---

## **II. ELEMENTS FINAUX.**

---

Article 12. Avenant.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente autorisation feront l'objet d'un avenant.

Article 13. Litige et attribution de Juridiction.

En cas de litige dans la mise en œuvre de la présente autorisation, l'occupant et DPVa s'engagent à s'entendre sur un accord amiable, en ayant recours au besoin à un médiateur.

Si l'entente amiable n'a pu aboutir, pour l'élection des présentes et leurs suites, les parties font élection de domicile à Draguignan. Cette élection de domicile est attributive des juridictions judiciaires de Draguignan, et administrative de Toulon.

Fait en trois exemplaires originaux sur 7 pages et comprenant en annexe les plans.  
A Draguignan, le

Richard STRAMBIO

Président  
Maire de Draguignan  
Conseiller régional Région Sud